

RÉUNION PUBLIQUE | 3 NOVEMBRE 2026

ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES FINANCIÈRES
Commune de Val de Briey – 2020-2032

| Votre contact |

Myrtille RACOUPEAU
Consultante senior du Pôle Finances
07.66.05.92.75 | myrtille.racoupeau@spqr-conseil.fr

Pourquoi faire le point aujourd'hui ?

1 **Un audit de début de mandat**

Disposer d'un état des lieux complet, objectif et fiable, avant les choix du mandat.

2 **Une vision claire de la situation financière**

Une analyse indépendante des comptes 2020-2025, comparée aux communes de même taille.

3 **Identifier les marges de manœuvre**

Pour restaurer les finances, assurer une trajectoire soutenable et porter les projets.

4 **Répondre à la Chambre régionale des comptes (CRC)**

Son rapport récent recommande une prospective financière et un pilotage rigoureux.

Comprendre les indicateurs financiers

Recettes de fonctionnement
impôts, dotations de l'État, loyers, tarifs

– Dépenses de fonctionnement
personnel, énergie, entretien, subventions

= Épargne de gestion
ce que dégage le fonctionnement courant

– Intérêts de la dette

= Épargne brute
l'autofinancement : l'indicateur clé

– Remboursement du capital
de la dette

= Épargne nette
ce qui reste pour investir

Comme pour un ménage : le salaire, moins les dépenses du quotidien, moins les mensualités du crédit, donne ce qui reste pour faire des travaux sans s'endetter davantage.

Taux d'épargne brute

épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Ce qui reste sur 100 € de recettes. Repères : satisfaisant au-delà de 10-12 %, alerte sous 8-10 %.

Val de Briey 2025 : 6,4 %

Capacité de désendettement

dette ÷ épargne brute

Années nécessaires pour rembourser toute la dette en y consacrant toute l'épargne. Vigilance à partir de 10 ans, alerte à partir de 12 ans.

Val de Briey 2025 : 14,4 ans

Trésorerie

argent disponible sur le compte de la commune

Exprimée en jours de dépenses. Repère : 60 jours satisfaisants, alerte sous 30 jours.

Val de Briey 2023 : 8 jours (CRC), 2025 : 16,5 jours

L’essentiel en quatre messages

1 Une situation dégradée et fragile

Épargne brute à 6,4 % des recettes en 2025, contre 17 % dans les communes comparables. Dette deux fois plus lourde.

2 Des dépenses de fonctionnement lourdes et rigides

1 242 €/hab. contre 969 € (+28 %), alors que les recettes sont dans la moyenne haute.

3 Sans action : une impasse dès 2029

L’épargne ne couvrirait plus le remboursement de la dette, plus aucun investissement ne serait possible.

4 Un scénario de redressement possible

Épargne remontée au-dessus de 11 %, 7,1 M€ d’investissements de 2027 à 2032, sans hausse des taux d’impôts.



1 – LA SITUATION FINANCIÈRE 2020-2025

Cinq indicateurs face à la moyenne (2024)

Recettes de fonctionnement

1 362 €

par habitant

Communes comparables : **1 172 €**

Dépenses de fonctionnement

1 242 €

par habitant

Communes comparables : **969 €**

Taux d'épargne brute

8,5 %

des recettes

Communes comparables : **17,4 %**

Dette

1 376 €

par habitant

Communes comparables : **699 €**

Investissement (équipement)

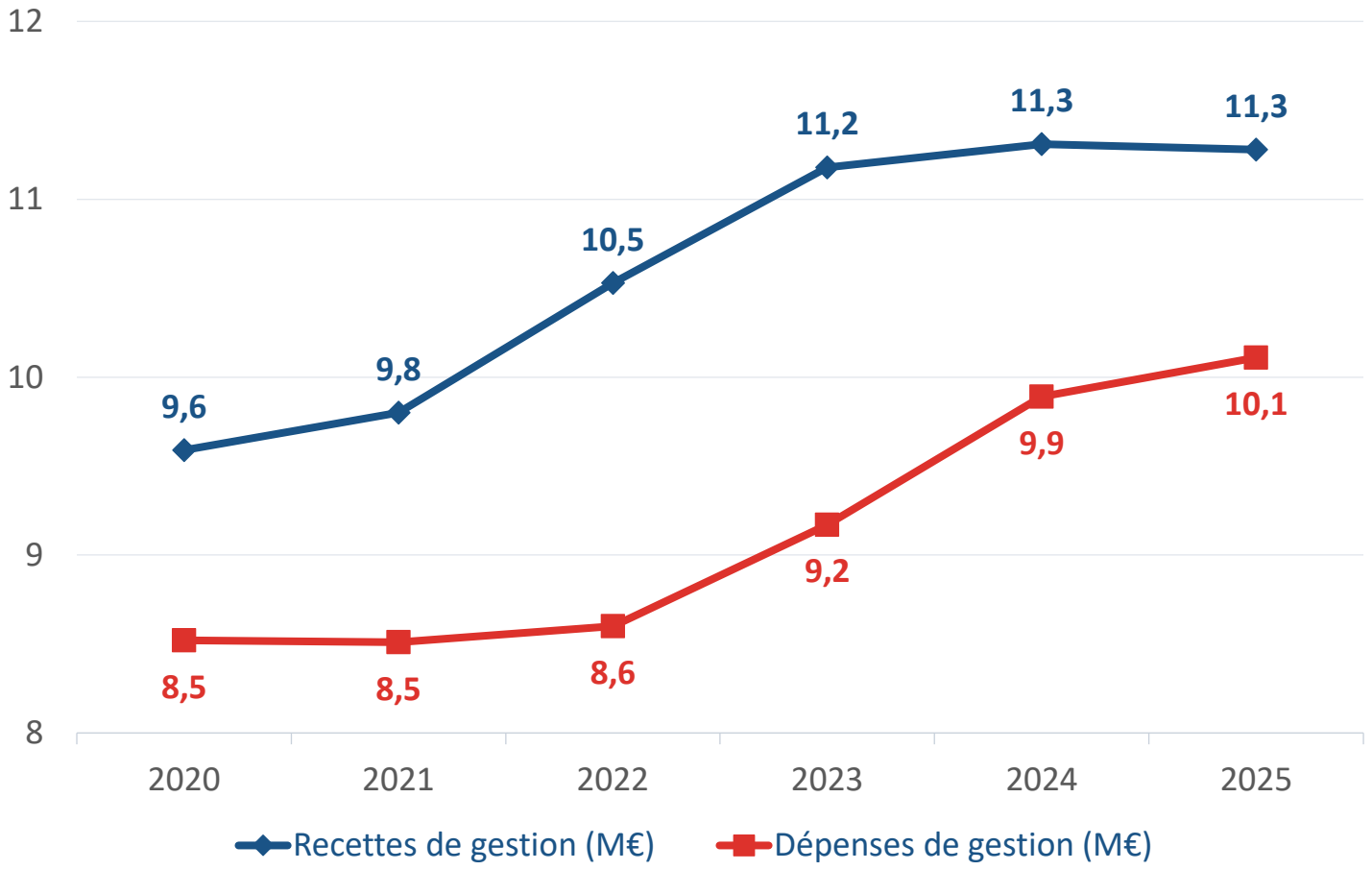
126 €

par habitant

Communes comparables : **393 €**

Données 2024. Communes comparables : communes rurales de 5 000 à 10 000 habitants (publication DGCL, « *Les finances des communes en 2024* » - parution janvier 2026).

Des dépenses qui rattrapent les recettes



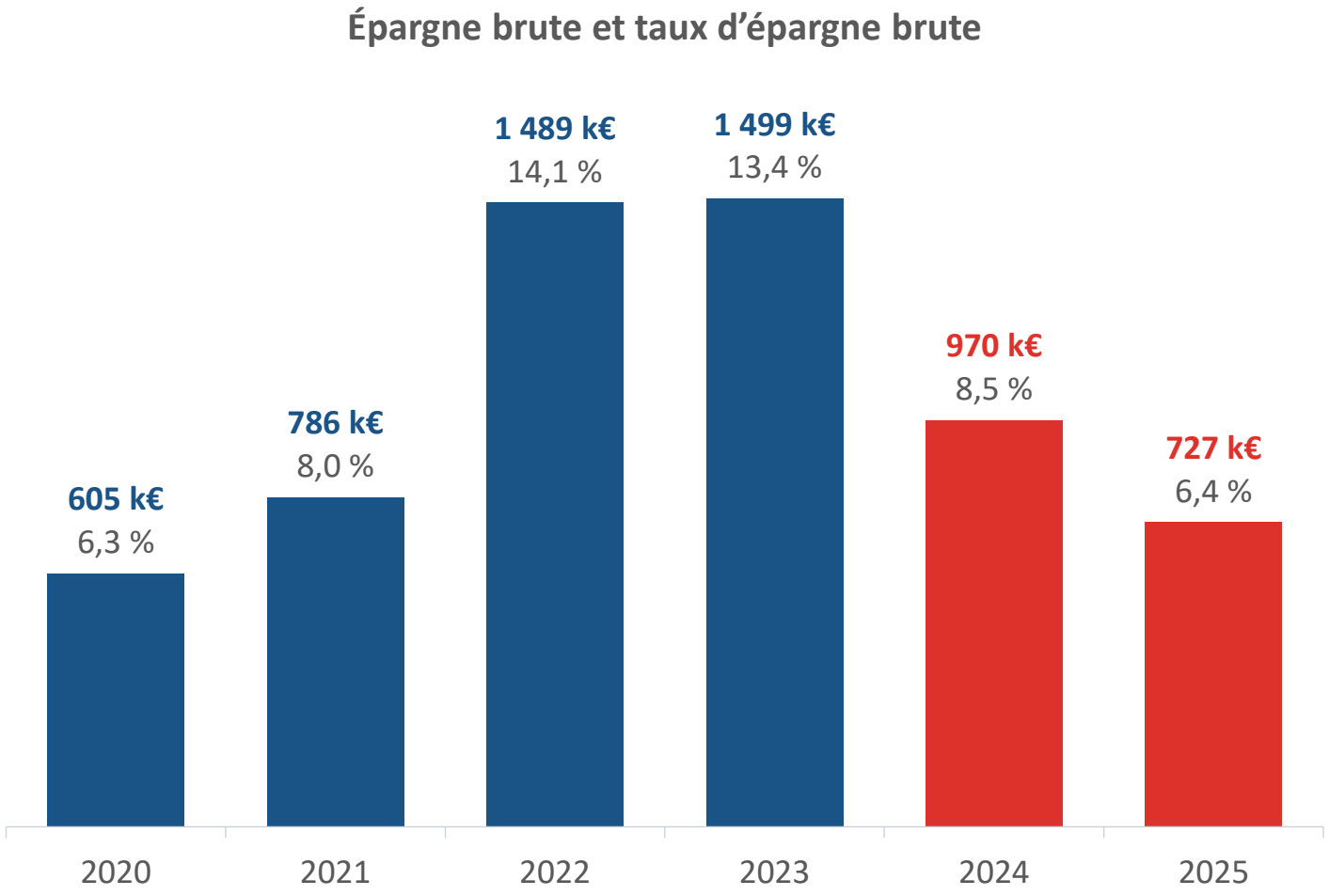
2020-2025

Recettes : +18 % (+1,7 M€ - hausse des taux de 2022, revalorisation des bases)

Dépenses : +19 % (+1,6 M€ - dont personnel +23% et charges générales +16%)

Depuis 2024, les dépenses accélèrent et les recettes stagnent : c'est l'« effet ciseaux ».

Une épargne qui s'épuise



L'épargne brute

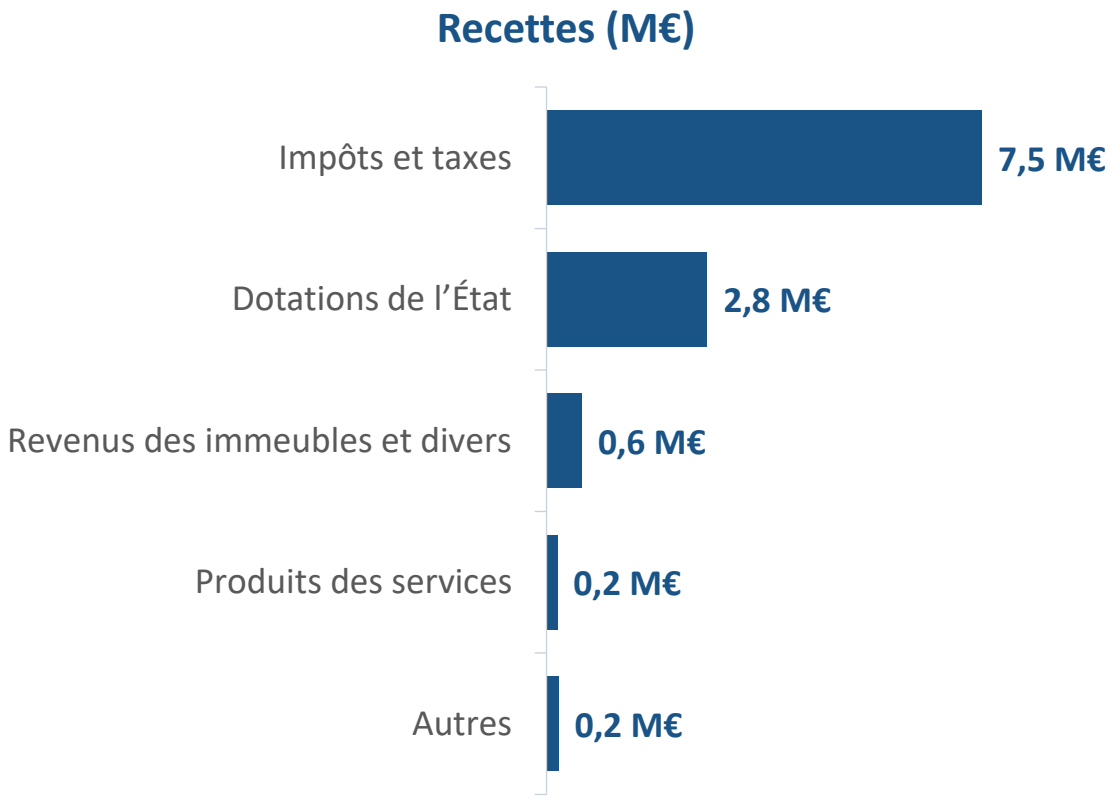
C'est ce qui reste des recettes une fois les dépenses courantes payées. Elle sert à rembourser la dette et à investir.

Repères : saine au-delà de 12 %, alerte sous 8-10 %.

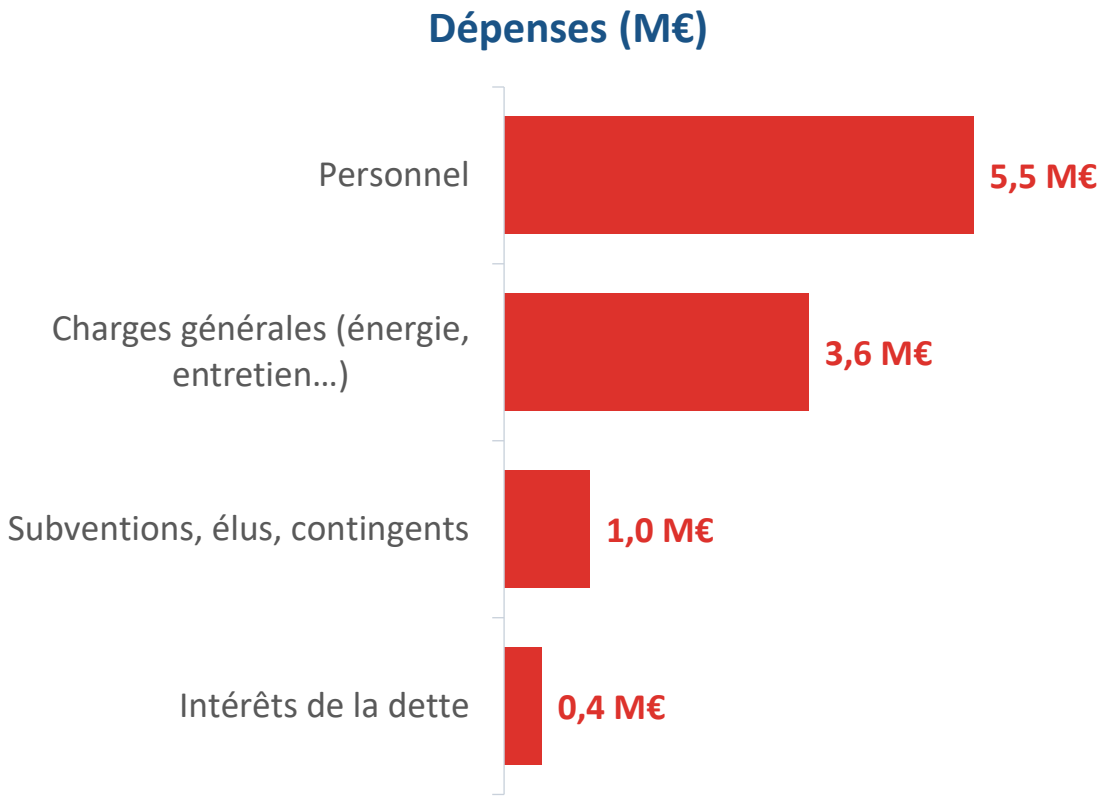
Le pic de 2022-2023 venait de la hausse d'impôt, il est effacé dès 2025.

D’où vient l’argent, où va-t-il ? (2025)

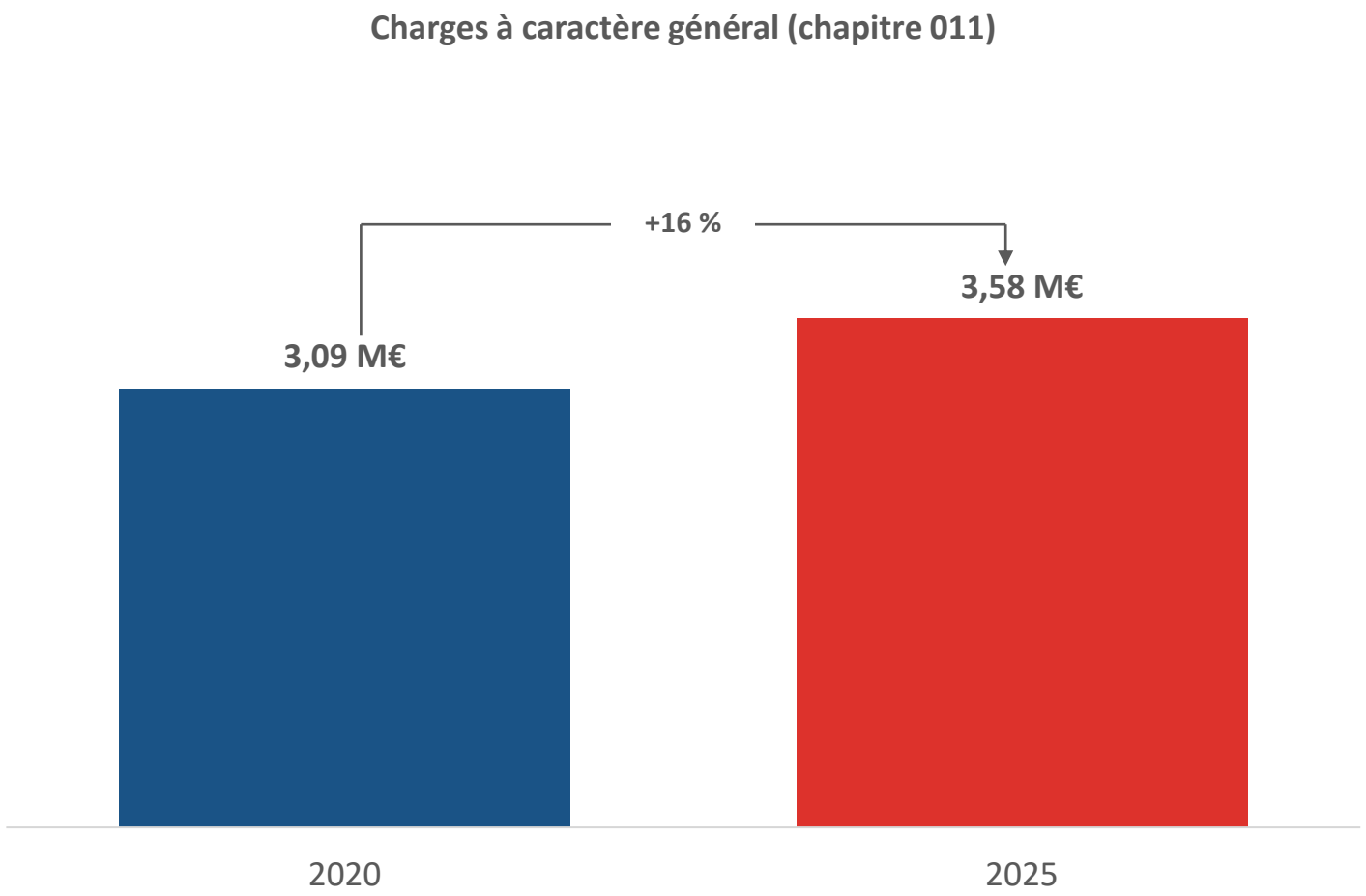
Recettes de fonctionnement : 11,3 M€



Dépenses de fonctionnement : 10,6 M€



Charges générales : +16 % en cinq ans



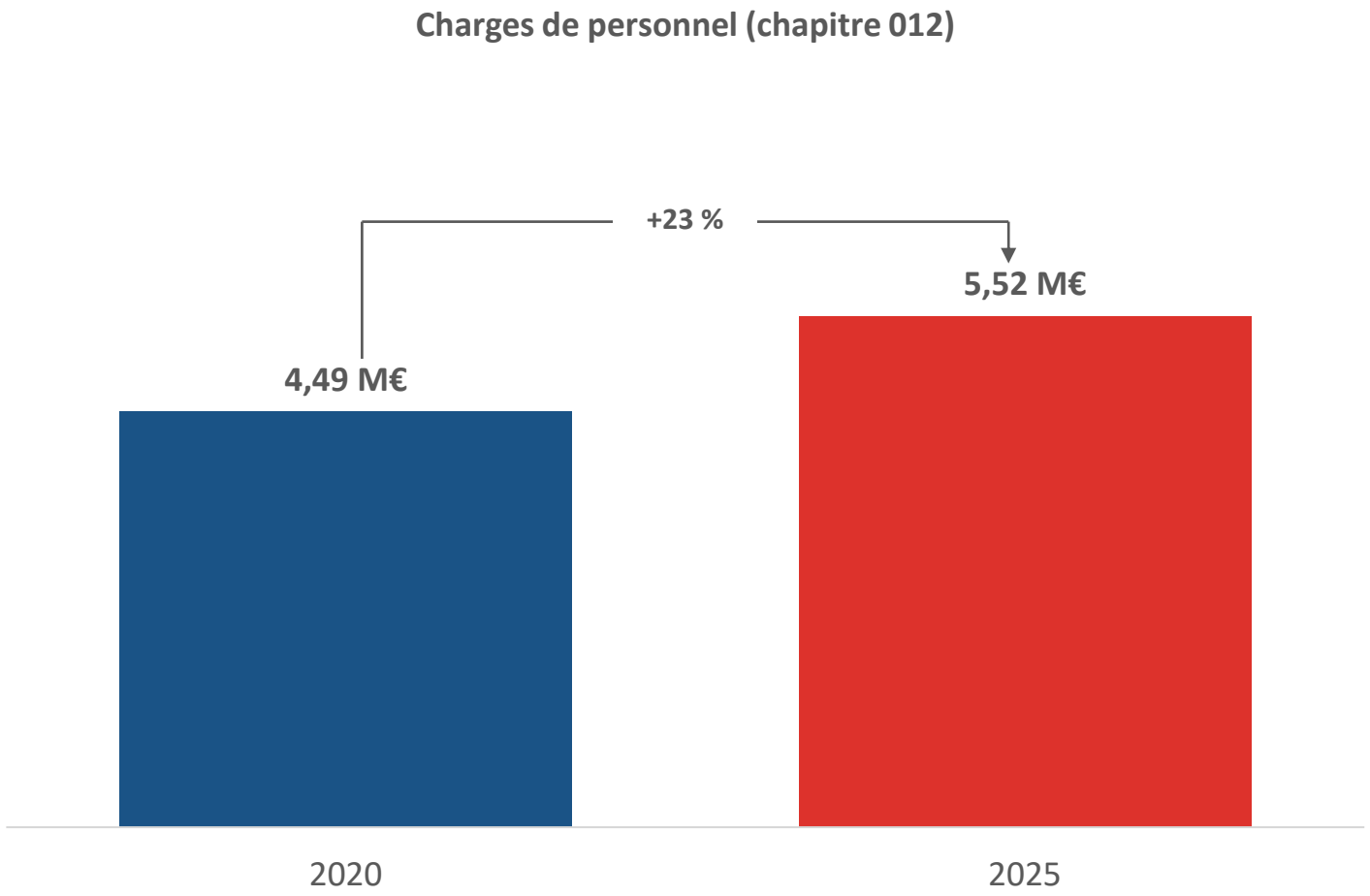
Les charges générales (011)

Énergie, fournitures, entretien, contrats de services : ce que la commune achète pour fonctionner.

Poids : un tiers des dépenses de fonctionnement en 2025 (3,6 M€ sur 10,6 M€).

+500 K€ depuis 2020 (+16 %).

Personnel : +23 % en cinq ans



Les dépenses de personnel (012)

Salaires et charges sociales des agents municipaux.

Poids : premier poste, plus de la moitié des dépenses de fonctionnement en 2025 (5,5 M€ sur 10,6 M€).

+1 M€ depuis 2020 : le personnel augmente plus vite que les recettes (+18 %).

Impôts et taxes : deux tiers des recettes

7,5 M€

d'impôts et taxes perçus en 2025 (chapitres 73 et 731)

Part dans les recettes de gestion 2025 (11,3 M€)



Les impôts et taxes (73-731)

La fiscalité locale, dont les taxes foncières, et les autres taxes perçues par la commune.

Évolution : hausse des taux votée en 2022, puis revalorisation annuelle des bases décidée par l'État.

Ces deux leviers expliquent la hausse des recettes de 18 % depuis 2020.

Dotations de l’État : un quart des recettes

2,77 M€

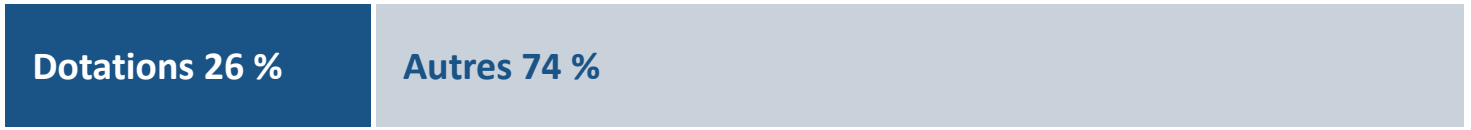
de dotations et participations reçues en 2025 (chapitre 74)

Les dotations de l’État (74)

Principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF), versée chaque année par l’État, et des participations d’autres partenaires.

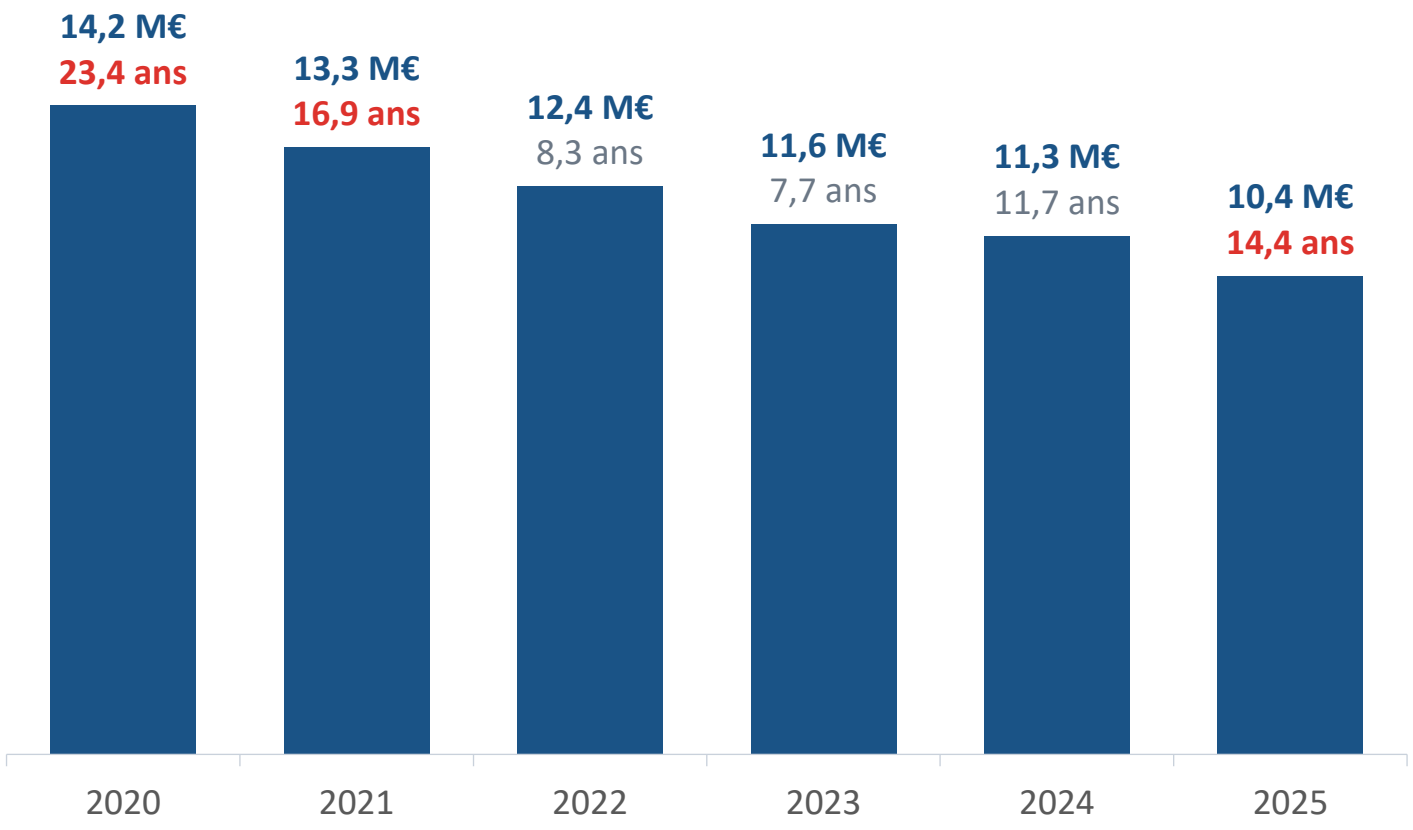
Deuxième source de recettes après les impôts : la commune ne décide pas de leur montant.

Part dans les recettes de gestion 2025 (11,3 M€)



Une dette en baisse, mais encore lourde

Encours de dette au 31/12 (M€) et capacité de désendettement (années)



-3,7 M€ depuis 2020

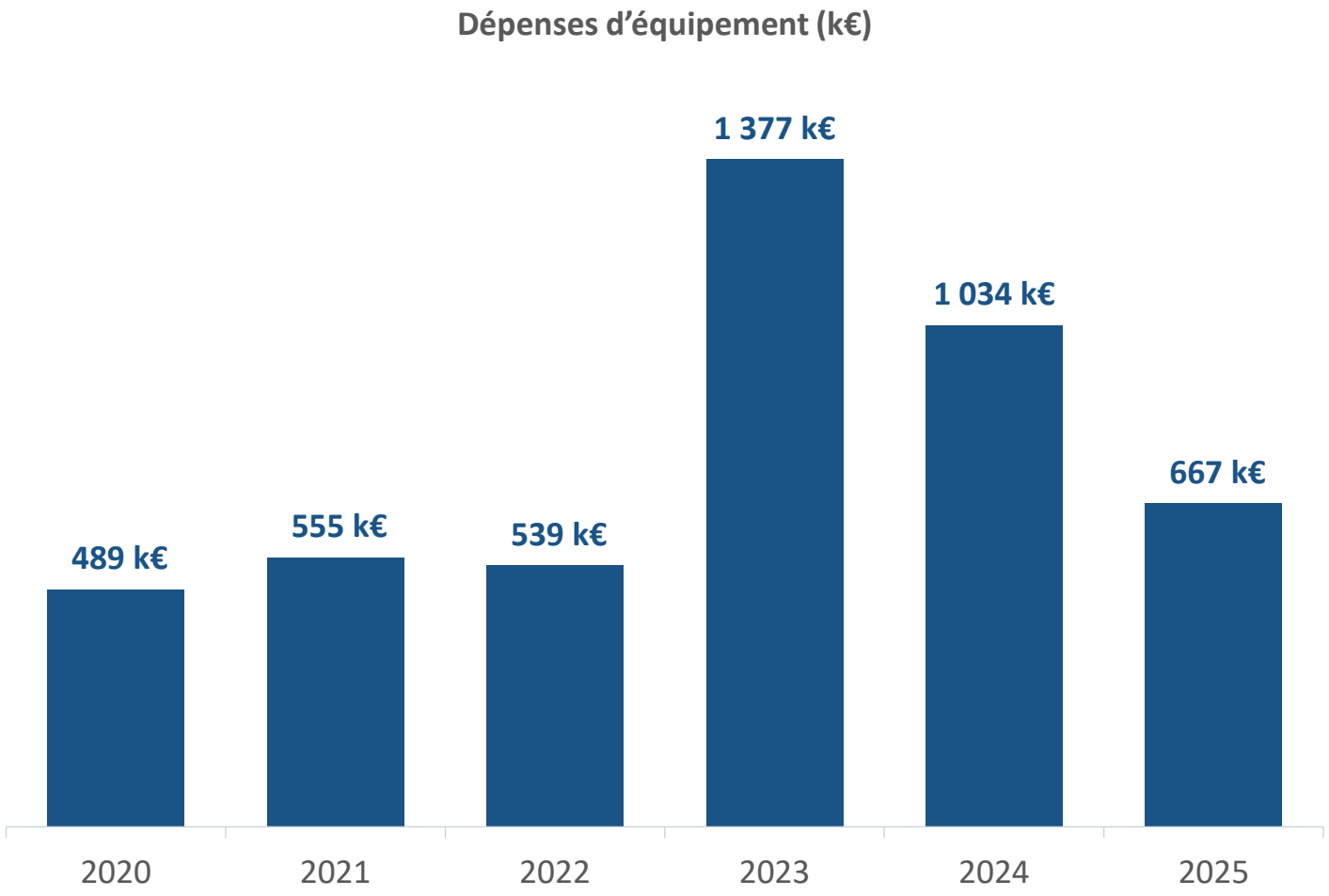
Mais 1 376 €/hab. en 2024, deux fois la moyenne (699 €).

Années nécessaires pour rembourser toute la dette avec l'épargne :

7,7 ans en 2023 → 14,4 ans en 2025 (seuil d'alerte : 12 ans).

Trésorerie en tension : -53 % depuis 2020.

Un investissement faible au regard du patrimoine



126 €/hab. en 2024

contre 393 €/hab. dans les communes comparables, et 82 €/hab. en 2025.

Un patrimoine important à entretenir : 72 bâtiments, près de 38 000 m².

L'audit énergétique de 11 bâtiments chiffre à lui seul 2,4 à 3,3 M€ de travaux (rapport CRC).

Ce que relevait la CRC

Une situation fragile

Une amélioration en 2022-2023 portée par la fiscalité et des garanties de dotations, aujourd'hui épuisées.

Une trésorerie en tension

8 jours de dépenses en 2023, des lignes de trésorerie utilisées pour financer l'investissement, des retards de paiement.

Pas de prospective financière

Des projets nombreux sans vision de leur impact sur le budget, ni plan pluriannuel d'investissement.

Des comptes à fiabiliser

Inventaire du patrimoine, amortissements, contrôle interne et suivi d'exécution, coût des services à la population.



2 – DEMAIN, SANS ACTION ?

Ce qui ne dépend pas de la commune

–325 k€

Dotation forfaitaire de l'État

Baisse attendue de 2027 à 2032, après -51 k€ en 2026.

–163 k€

Compensation de l'ex-taxe professionnelle (DCRTP)

414 k€ en 2025, environ 251k€ en 2026 : quid de l'avenir?

+12 points

Cotisation retraite employeur (CNRACL)

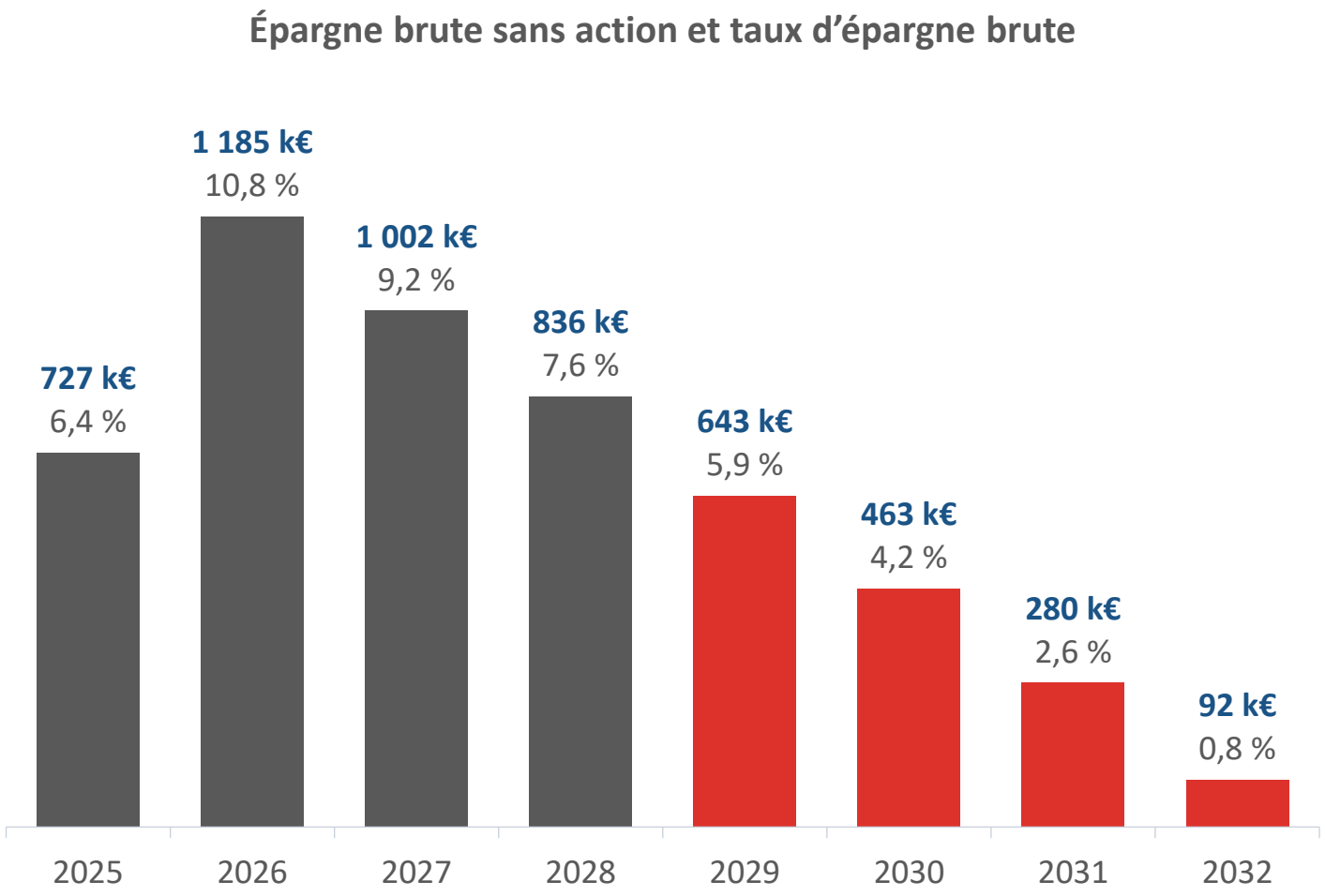
+3 points par an de 2025 à 2028 sur les salaires des titulaires.

?

Loi de finances 2027

Nouvelles contributions demandées aux communes, ↘ FCTVA.

Sans action : une épargne qui disparaît



Si rien ne change

Dépenses : +2 %/an ; recettes : stables.

Vers 2029, l'épargne ne suffit plus à rembourser la dette.

Désendettement : 14,6 ans en 2029, 32 ans en 2031 (99 ans en 2032).

Plus aucune capacité à entretenir le patrimoine ni à porter des projets.



3 – LES MARGES DE MANŒUVRE

Les hypothèses du scénario cible

Charges à caractère général

-5 % en 2027 (lettre de cadrage du budget 2027), puis +0,8 %/an au lieu de +2 %.

Charges de personnel

Maintenues en 2027 au niveau de 2026, puis +0,8 %/an au lieu de +2%.

Fiscalité, sans hausse de taux

Fiabilisation des bases fiscales : environ +70 k€ par an d'ici 2028.

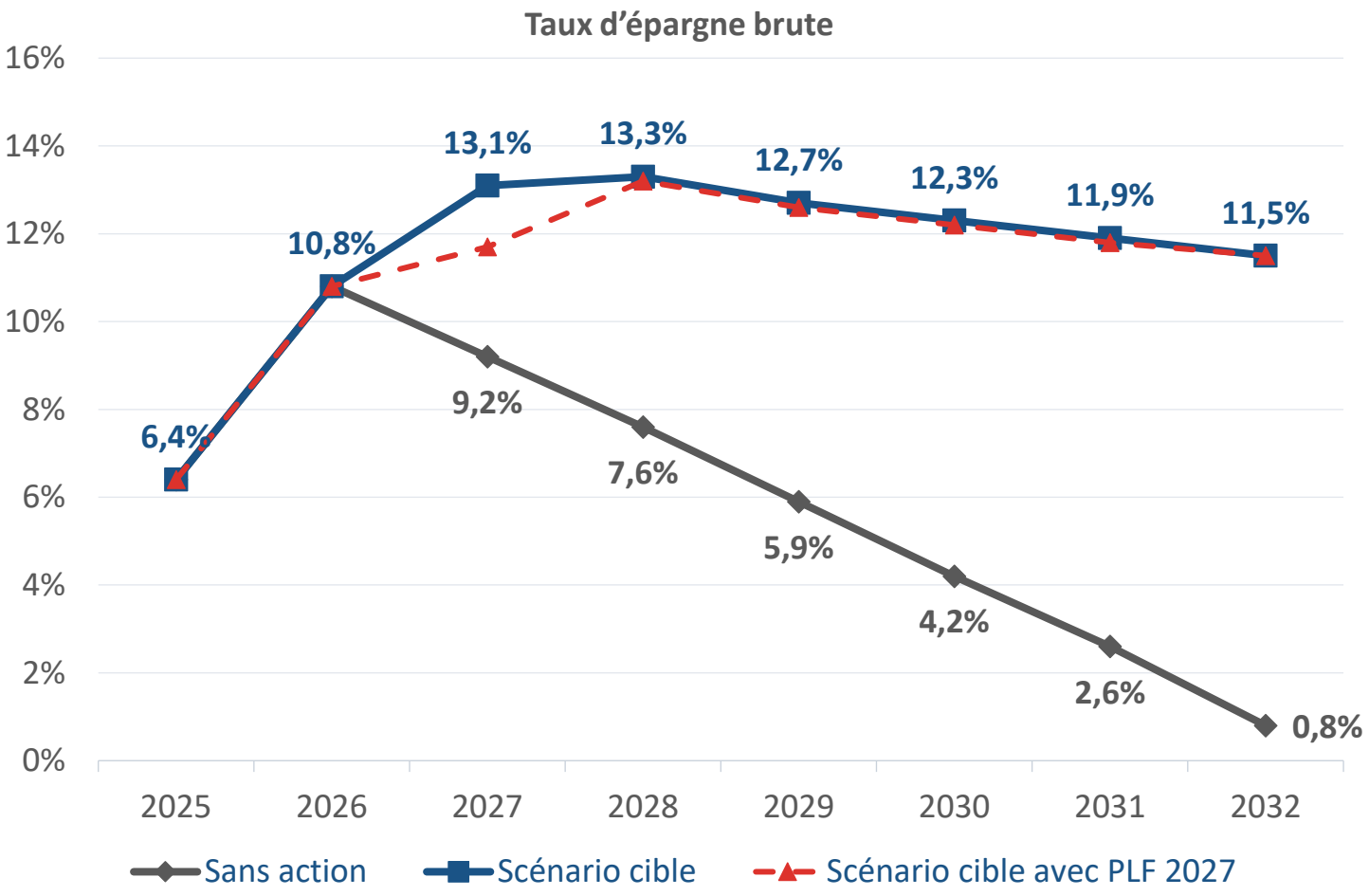
Produits des services et du domaine

+3 %/an, par un travail sur l'assiette, les tarifs, les remboursements de frais…

Investissement et financement

7,1 M€ sur 2027-2032 : emprunts limités aux contrats en cours (285 K€ prêt Intracting EP) + 230 k€ en 2027 et 300k€ en 2028 (recettes alternatives)

Le scénario cible : une épargne restaurée



En 2032, avec le scénario cible

Épargne : 1,29 M€ (11,5 %) au lieu de 92 K€ sans action.

Désendettement : 5,2 ans au lieu de 99 ans.

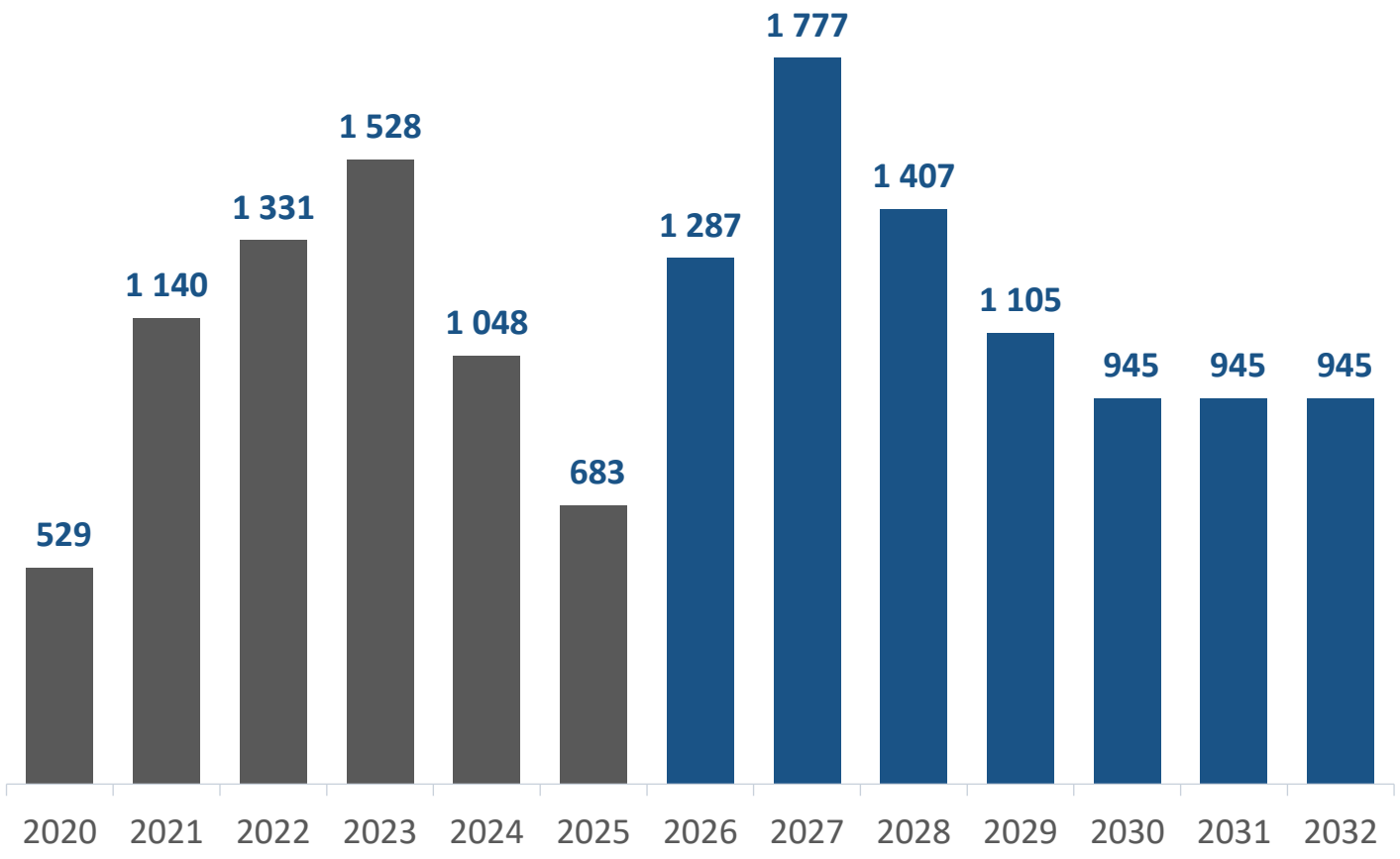
Dette : 6,7 M€ contre 10,4 M€ en 2025.

Trésorerie : environ 20 jours de dépenses, contre 8 jours en 2023.

Point de vigilance : l'épargne recule dès 2029, l'effort doit être tenu dans la durée.

Investir dans des conditions soutenables

Dépenses d'investissement (k€) – en bleu : le scénario cible



7,1 M€ de 2027 à 2032

Environ 1,2 M€ par an en moyenne, **près du double de 2025.**

Projets engagés : éclairage public, parking Piguet, vidéoprotection, entretien des voiries et des bâtiments.

Financement : épargne, subventions et 0,8 M€ d'emprunts en 2027-2028 - la dette continue de baisser.

Avec le PLF 2027 : investissement ramené à 6,4M€.

Le projet de loi de finances 2027 : quel impact ?

Hypothèses retenues (scénario SC4')	Effet pour Val de Briey
Contribution des communes à l'effort budgétaire (CPEB), prévue pour 2027	-150 k€ en 2027
FCTVA à un taux réduit 11,404% sur l'équipement courant et le fonctionnement, 16,404 % maintenu sur l'éclairage public (Ineo) (?)	≈ -70 k€ par an
Investissement ajusté	6,4 M€ sur 2027-2032 au lieu de 7,1 M€
Emprunts et financements alternatifs	580 K€ en 2027 (dont 285 K€ d'emprunt Inéo restant à mobiliser) et 200 K€ en 2028

Texte en discussion au Parlement : dispositions et montants susceptibles d'évoluer d'ici le vote, fin décembre.

Coût estimé

> 220 k€ en 2027

puis environ 70 k€ par an

Taux d'épargne 2027 : 13,1 % → 11,7 %

En 2032 : épargne 1,28 M€ (11,5 %), dette 6,7 M€, désendettement 5,2 ans.

Le scénario cible résiste, sans marge supplémentaire.

Les outils de pilotage à mettre en place

Un tableau de bord annuel

Six indicateurs présentés à chaque débat d'orientation budgétaire : épargne, désendettement, trésorerie, personnel, investissement, dette.

Un contrôle de gestion

Définition d'indicateurs clés (masse salariale, énergie, charges générales/prestations de service) et dialogue de gestion infra-annuel (implication des services dans ces efforts de gestion).

Un plan pluriannuel d'investissement

Des projets hiérarchisés, financés et subventionnés avant d'être lancés.

Une information publique annuelle

Pour rendre compte de l'évolution de la trajectoire financière (rapport d'orientation budgétaire et vote du budget).



Merci pour votre attention !

Lyon
33, rue François Garcin
69003 LYON
+33 (0)4 72 64 26 60
Paris
10-14, rue Audubon
75012 PARIS
+33 (0)9 72 85 37 16
contact@spqr-conseil.fr
www.spqr-conseil.fr

SAS au capital de 10 000 €
RCS Lyon 810 353 607
SIRET 810 353 607 00031

TVA intracommunautaire :
FR79810353607